

## **Action publique locale et énergie : la nécessité d'une nouvelle étape** **"Pourquoi l'action publique ne contribue-t-elle pas autant qu'il le faudrait à une gestion plus durable des ressources et des services urbains ?"**

Gérard Magnin  
Energie-Cités<sup>1</sup>

### **Avertissement**

*Depuis de nombreuses années, j'ai eu l'occasion d'intervenir sur le rôle des autorités locales dans le domaine énergétique. Avec Energie-Cités, j'ai pris une grande part à la définition d'une nomenclature largement usitée aujourd'hui dans de nombreux pays (la municipalité consommatrice, productrice, distributrice, aménageuse et incitatrice), toujours pertinente à ce jour. J'ai mis en valeur les initiatives locales en posant ma loupe sur les actions exemplaires, argumentant sur la nécessité de diffuser le pouvoir énergétique au niveau local et continue de le faire, car c'est une des clés. Cependant, dans cet article, la tonalité sera plus critique car les initiatives sont insuffisantes au regard de l'urgence à agir. C'est pourquoi j'ai choisi de donner à cet article le sous-titre "Pourquoi l'action publique ne contribue-t-elle pas autant qu'il le faudrait à une gestion plus durable des ressources et des services urbains?", alors que celui qui m'avait été proposé était : "En quoi l'action publique contribue à une gestion plus durable des ressources et des services urbains".*

### **Résumé**

*D'un côté, tous les experts du climat et ceux – indépendants – de l'énergie, sont en accord pour dire que la trajectoire sur laquelle notre mode de développement est basé n'est pas durable. Cette assertion est renforcée par l'entrée en scène des pays émergents.*

*De l'autre côté, on continue – et, dans les pays en transition et émergents, on commence – d'emprunter la même trajectoire que celle du passé des pays réputés industrialisés, se contentant de corriger à la marge quelques excès. Ceci est vrai à tous les niveaux, bien que moins flagrant au niveau local où des initiatives nombreuses continuent à émerger.*

*Une des raisons de ce comportement schizophrène réside dans le refus de regarder la situation énergétique et climatique en face. Une autre est de confisquer le problème entre les mains de spécialistes alors que toute la société doit s'en emparer. Parce qu'il s'agit ni plus ni moins de changer la trajectoire de nos sociétés.*

*Imaginer le futur énergétique de nos cités, trouver de nouvelles formes de communication sur l'énergie pour rendre l'information accessible à chacun, impliquer les citoyens et tous les acteurs de la société : telles sont les tâches auxquelles nous devons nous atteler à présent... Une nouvelle étape est nécessaire. Indispensable.*

### **Un peu d'histoire...**

L'approche traditionnelle des questions énergétiques consiste à confier la responsabilité énergétique aux fournisseurs (*suppliers*) d'énergie. Sortant d'un univers de rareté de l'offre et/ou face aux exigences du développement économique et à une demande accrue de confort, de mobilité et de services, la réponse longtemps unique a été l'accroissement de l'offre, que celle-ci soit le fait de compagnies centralisées, décentralisées, publiques ou privées. Une conjonction

---

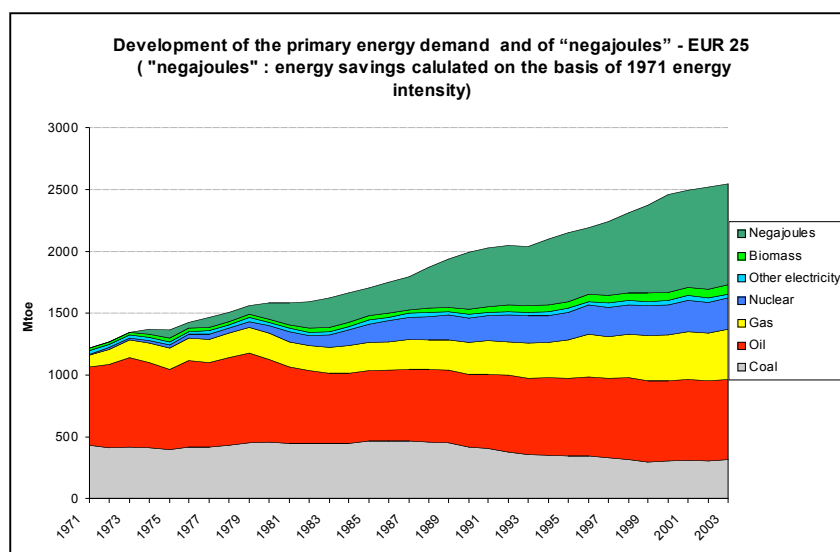
<sup>1</sup> [www.energie-cites.org](http://www.energie-cites.org)

d'intérêts économiques, bureaucratiques ou syndicaux, le poids des habitudes, le désintérêt de la population – en fait les non-énergéticiens qui forment environ 99% d'une société et des élus dans une proportion semblable - pour une question considérée technique ont conforté cet état de fait. Tout nouveau développement, nouveau service, nouvel équipement trouve immédiatement sur le marché l'offre énergétique correspondante à sa fabrication et à son fonctionnement. En satisfaisant une telle demande, les fournisseurs trouvent naturellement satisfaction. Et le taux de croissance est heureux ! Dans un tel contexte, il est facile d'imaginer une croissance continue des consommations.

### Les chocs pétroliers : un premier infléchissement pour atténuer les gaspillages les plus visibles

Il a fallu les chocs pétroliers des années 70 pour commencer à ébranler - un peu - le système. A cette époque, la réponse est majoritairement d'atténuer – fortement ou de façon limitée selon les pays - les contraintes énergétiques : contraintes de coûts en réduisant des dépenses inutiles au niveau micro-économique ; contraintes de balance extérieure au niveau macro-économique. Une nouvelle génération de produits (bâtiments, transport, équipements) voit le jour. Un découplage de la croissance économique et de la croissance énergétique est constaté : il est donc possible de faire plus avec moins ! Une première entorse au raisonnement productiviste selon lequel la croissance de tout et n'importe quoi – y compris les semi-produits tels que l'énergie ou les produits sidérurgiques - serait forcément un mieux.

Ces actions ont porté leurs fruits puisque, sur le long terme, les économies d'énergie sont devenues la première source énergétique en 2003, avant le pétrole (voir graphique ci-dessous, où les négajoules forment la part dominante, source Commission européenne). Mais le potentiel



est loin d'être épuisé : il constitue encore notre plus grand gisement énergétique.

### Le climat prend le relais... timidement

Ce premier infléchissement de tendance avait bien failli passer aux oubliettes à la faveur du contre-choc pétrolier (baisse des prix pétroliers + chute du dollar) de la deuxième moitié des années 80. Les politiques publiques se relâchèrent, parfois sévèrement. C'est alors que la question du changement climatique est venue sur le tapis.

C'est en effet dans un contexte de dépression des prix énergétiques que le Protocole de Kyoto fut préparé, négocié puis ratifié par un certain nombre de pays pendant que d'autres se considéraient exemptés d'engagements planétaires. Pour la première fois, sur la base de rapports scientifiques, la communauté internationale décidait de gouverner le climat et, pour ce faire, de rationner les émissions de gaz à effet de serre par substitution d'énergie ou par économie de consommation. Des objectifs quantifiés ont été définis. Des instruments économiques ont été élaborés pour y parvenir.

## Energie + Climat + émergence de nouveaux pays = notre nouveau paradigme

La période actuelle est marquée par la simultanéité des deux contraintes (énergétique et climatique) avec un phénomène nouveau, structurel et de première importance : le développement à très vive allure de pays demeurés jusqu'alors sur la touche. Et quels pays ? Plus de la moitié de la planète d'un seul coup alors que nous étions moins d'un tiers à profiter d'une situation privilégiée – il nous faut bien l'admettre, grâce à la sous-consommation des autres. La hausse des prix touche(ra) tous les vecteurs énergétiques, y compris l'électricité, que celle-ci soit fortement dépendante du gaz, ou du nucléaire que seuls des artifices comptables ont jusqu'à ce jour mis un peu à l'abri de tendances structurelles. Il n'est pas de lieu d'approvisionnement énergétique international qui ne soit un lieu de conflit armé et/ou protégé par une dictature. Avec les risques de prolifération nucléaire, nous prenons davantage conscience des limites de la dissémination de cette technologie qui, en dépit de ses atouts climatiques, ne peut apparaître comme la réponse idoine en toute circonstance, d'autant qu'elle ne concerne que la production d'électricité, laquelle forme moins de 20% de la demande énergétique européenne et mondiale.

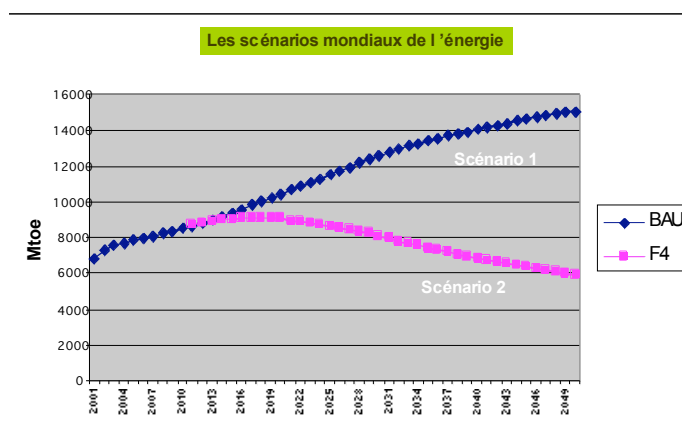
### L'après pétrole, le « facteur 4 »<sup>2</sup>...

Quant à l'avenir, l'impression prévaut que – selon un certain bon sens populaire – « *ça ne pourra pas durer longtemps comme cela* ». Des inquiétudes, voire une forme d'angoisse confuse, monte dans la société, la précarité énergétique s'étend dans de nombreuses familles suite aux récentes hausses de prix, les incertitudes quant à un approvisionnement énergétique sûr - en quantité ou à un prix acceptable – se développent. Et par-delà les mots, on n'a pas le sentiment de mesures à la hauteur des problèmes auxquels nous devons faire face. On observe plutôt une attitude schizophrène : discours alarmistes en certaines circonstances, décisions molles la plupart du temps. Combien de pays ont-ils mis leur société sur la trajectoire du « facteur 4 » à l'horizon 2050 ? Combien de pays ont vraiment décidé de mettre leurs territoires, leurs économies, leurs citoyens à l'abri d'une vulnérabilité énergétique ? Combien d'entre eux ont une stratégie pour l'après-pétrole ? C'est pourtant l'agenda qui est devant nous.

Comment nous situons-nous devant les 2 scénarios suivants ?

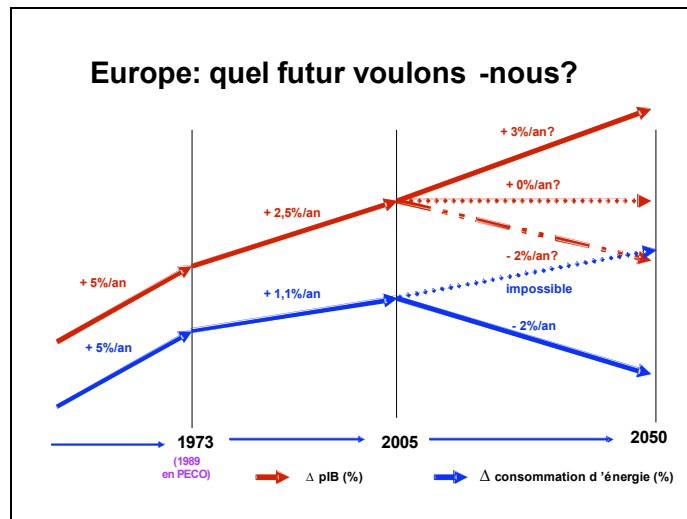
- Scénario 1, scénario tendanciel : « celui dont (presque) personne ne veut et que (presque) tout le monde poursuit » mais c'est celui, fourni par l'AIE, qui est pris en compte par le G8 lorsqu'on y discute des problèmes d'approvisionnement (St Petersburg, 17 juillet 06)
- Scénario 2, scénario experts du climat : « celui que (presque) tout le monde veut mais que (presque) personne ne poursuit », celui auquel les dirigeants des Etats feignent de croire lors de réunions internationales sur le Climat.

### Quelle société voulons-nous ?



<sup>2</sup> « Facteur 4 » désigne l'objectif de division par 4 des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés d'ici 2050

Saurons-nous (devrons-nous ?) combiner une poursuite de la croissance et une réduction de nos consommations ? Cette question est bien entendu essentielle quand toutes les politiques d'emplois sont suspendues à des attentes de reprise de la fameuse croissance, quand on sait que les périodes récessives ont toujours accru les inégalités et qu'une croissance accrue tire vers le haut les consommations énergétiques dans notre type d'organisation actuelle.



## Et les municipalités ?

La période des chocs pétroliers a naturellement été propice à des infléchissements au niveau local, là où les conséquences concrètes des changements énergétiques se font sentir et là où la combinaison de mesures touchant simultanément à l'offre et à la demande apparaissent les plus visibles et pertinentes.

### Un tournant depuis les années 80

C'est généralement fin des années 70 et au tout début des années 80 que les municipalités ont engagé des actions pour maîtriser leurs dépenses énergétiques, souvent encouragées par des politiques nationales ou régionales d'incitation. Leurs politiques énergétiques ont en général mieux résisté au contre-choc pétrolier que celles des Etats et ont permis une plus grande stabilité des actions par-delà les cycles des prix énergétiques. Ce sont les années de la création des premiers *energy managers*, de l'émergence d'une organisation interne visant à résorber les plus grands gaspillages.

Mais c'est quand même prioritairement du côté de l'offre – y compris au niveau local - que les réponses majeures ont été recherchées pour remplacer le pétrole dans les usages autres que le transport, toujours captif de l'or noir. La différence, c'est que lorsque l'on agit sur l'offre au niveau local, on a tendance à mieux optimiser les systèmes : utilisation de la cogénération, réseaux de chaleur performants pour satisfaire les attentes des clients-électeurs, meilleure mobilisation de ressources renouvelables.

### Des initiatives locales variées...

C'est de cette façon que certains pays, généralement de type fédéral ou nordique, ont réagi au niveau local via leurs compagnies municipales. La proximité des lieux de production et de consommation d'une part, l'opportunité offerte à des courants politiques d'infléchir des politiques locales d'autre part, ont donné aux autorités locales l'opportunité d'expérimenter, parfois à grande échelle, des solutions nouvelles. L'exemple allemand a donné le ton pour la directive européenne sur la production d'électricité à partir de renouvelables. Une impulsion identique a été portée au niveau européen sur la cogénération et à présent sur la chaleur et le froid produit à partir de ressources renouvelables. Le Danemark, dépourvu de ressources énergétiques dans les années

70, a construit un système basé sur les réseaux de chaleur, la cogénération et une législation thermique du bâtiment avancée qui en a fait le champion européen. Le charbon avait été choisi comme vecteur énergétique si bien que quelques années plus tard, ce pays pourtant performant en énergie, est devenu un piètre performeur en matière de lutte contre le changement climatique. Les municipalités ont été dans ce pays au cœur du dispositif, y compris pour les politiques de mobilité et pour l'éolien.

La France a combiné des politiques de nature centralisée – comme elle en a l'habitude - en matière d'offre comme de demande, impliquant les autorités locales comme consommateurs d'énergie, mais laissant peu de place aux initiatives locales, ce qui n'a pas empêché certaines municipalités d'être actives au-delà des attentes du sommet<sup>3</sup>. Cela étant, les actions sur la demande ont été souvent couronnées de succès, davantage que dans des pays où les autorités locales jouent un grand rôle dans l'offre.

### ...qui façonnent le paysage énergétique

Jetant un regard sur la période passée, on peut affirmer que c'est les autorités locales ont été le plus souvent à l'origine des initiatives les plus novatrices, porteuses de solutions de long terme, influençant ainsi les décisions nationales et européennes : constructions basse énergie, passive ou à énergie positive ; quartiers sans voitures ; modes doux de déplacement ; recrudescence du tramway ; intégration d'énergies renouvelables ; cogénération ; fonds de soutien, etc. Ainsi des collectivités locales montrent le chemin de façon beaucoup plus éloquente que les Etats, pourtant sensés protéger leurs populations et leurs économies sur le long terme. Dans un cas, on se dit qu'il est possible d'agir concrètement et dès à présent pour infléchir le cours du développement de notre société et l'échelle de l'action permet de voir les résultats ; dans un autre, le poids des habitudes, les traditionnels compromis et les demi-mesures laissent à penser que cela devrait bien suffire à amortir les chocs avant la prochaine échéance. Seule la Suède a défini une stratégie pour un pays sans pétrole à l'horizon 2050... après que plusieurs villes aient lancé la campagne « *zero fossils fuels* ». <sup>4</sup>

### **Cela demeure très insuffisant**

En dépit de la fierté affichée – à juste raison - par les responsables municipaux devant leurs réalisations exemplaires, il faut bien admettre que l'élan n'a pas été jusqu'à ce jour suffisant dans la plupart des pays pour changer la donne, malgré l'arrivée sur la scène de la question climatique. Cette nouvelle donnée a permis aux autorités locales les plus motivées de compléter leur argumentation sur les prix par celui de la protection de la planète, mais les deux arguments mêlés ne suffisent pas à définir véritablement une politique.

### Qui s'occupe d'énergie dans une municipalité ?

Aucun instrument n'a, à ce jour, fait entrer à grande échelle les municipalités dans une dynamique de réduction quantifiée de leurs émissions. Le volontariat reste la base et celui-ci est largement une question de circonstances nationales (un pays engagé) ou plus souvent locales (un *leader* ou une coalition politique favorable). Il n'y a qu'à regarder qui est généralement en charge de ce sujet (lorsque quelqu'un est désigné) dans les administrations municipales ou dans la distribution des responsabilités politiques pour avoir une idée de la place de la politique d'énergie « intelligente » dans le système de prise de décision. Si c'est régulièrement l'adjoint aux finances qui suit – de très près – la compagnie énergétique municipale lorsque celle-ci existe (elle est en effet source de recettes budgétaires importantes et accessoirement, il lui sera recommandé d'éviter de vendre moins d'énergie), c'est plutôt l'élue en charge de l'environnement qui sera chargée des politiques d'énergie « intelligente », celles qui recommandent de consommer moins...

<sup>3</sup> Pour la première fois en 2005 l'énergie a pu entrer dans le champ de compétence des intercommunalités en France.

<sup>4</sup> Durant cette période, les autorités locales se sont organisées en réseaux, au niveau des pays comme au niveau européen. Démarré en 1990 avec 6 villes, le réseau Energie-Cités en implique aujourd'hui près de 500...

Cette situation est-elle différente aujourd'hui que la question climatique et la question énergétique se présentent simultanément et que l'impression s'accroît que l'on devra changer de trajectoire ?

Sauf exceptions, il reste très difficile – même dans des Villes « avancées » - de faire venir un maire dans une Conférence pour présenter la politique d'efficacité énergétique de sa Ville ou son Plan de lutte contre le changement climatique. Généralement, selon l'expression consacrée, il a été retenu par des obligations plus importantes... Alors, son adjoint à l'environnement ou au développement durable – dans le meilleur des cas – fera l'affaire...

### L'énergie reste une question sectorielle

La délégation de pouvoir est faite pour cela, pourra-t-on dire ? Le Maire ne peut s'occuper de tout, les priorités ne manquent pas, alors il délègue. Mais qu'est-ce que cela révèle ? Que même lorsque l'on est avancé, la question énergétique et climatique reste comprise comme une politique sectorielle plutôt qu'une politique transversale et intégrée qui irriguerait les politiques sectorielles : économie, mobilité, transport, urbanisme, construction, réhabilitation, social, culture, éducation, etc.<sup>5</sup>

En d'autres termes, les questions énergétiques ne sont pas répertoriées au titre du petit nombre de priorités qui sont surdéterminantes par rapport aux autres (toutes les autres ?) politiques. Pourtant sans énergie en quantité suffisante et/ou à des prix acceptables, laquelle des meilleures politiques sectorielles ne serait pas affectée, et souvent très profondément ?

Dans la très grande majorité des cas, on agit ainsi : il existe une politique de développement durable mais très souvent positionnée à côté des autres, ce qui, par déduction, tend à admettre implicitement que ces dernières sont non-durables. On a un Agenda 21 (= ordre du jour du 21<sup>ème</sup> siècle) qui a souvent peu à voir avec le plan de développement stratégique de la ville, dont s'occupe les gens sérieux. « *Laissons à l'élu écolo son petit joujou et gardons l'essentiel !* » Telle semble être une situation courante qui souffre fort heureusement d'exceptions, bien qu'en nombre croissant.

### Ne prend-on pas le problème à l'envers...

Il résulte naturellement quelques conséquences d'une telle situation : on prépare la conception d'un nouvel aménagement de quartier selon un mode traditionnel, ou un peu moins mauvais que le dernier. On se dit qu'en 2006, on ne peut pas ne pas prendre en compte (double négation) la question énergétique. On va demander aux concepteurs, aux architectes, etc. de prévoir quelque chose dans ce domaine, visible de préférence. Alors commence l'alignement des fameux « surcoûts » qui mis bout à bout vont faire exploser le budget, d'autant plus d'ailleurs que des programmes de subventions couvriront une partie desdits surcoûts, ce qui par magie renchérit les devis, cherchez l'erreur ? Arrive l'heure de la décision : c'est trop cher ! Quelques capteurs solaires sur une construction feront l'affaire... On sera fiers le jour de l'inauguration !

### ...alors que des solutions seraient facilitées si on le prenait à l'endroit ?

Toute autre est l'approche qui met au cœur du projet des objectifs de performance et en particulier de taux de couverture en énergies renouvelables, qui apparaît comme un puissant levier pour l'efficacité énergétique, ce qui ne nous apparaissait pas évident il y a quelques années. Londres est en train de l'expérimenter : les nouveaux aménagements doivent être couverts à 100% en énergie renouvelable. Les premiers verdicts n'ont pas tardé à tomber de la part de concepteurs non préparés à ce changement de cap, c'est-à-dire adeptes du « traditionnel + renouvelables » qui aboutit au fameux « le surcoût est trop élevé » qui stoppe net les bonnes intentions. La seconde phase du processus n'a pas tardé à apparaître : le surcoût des renouvelables étant si important, le seul moyen de le réduire de façon drastique est de concevoir des constructions à très faible consommation énergétique

---

<sup>5</sup> C'est pour répondre à cette nécessité qu'Energie-Cités coordonne un projet franco-suisse « REVE Jura Léman » visant notamment à promouvoir la certification du management énergétique eea® ([www.reve-jura-leman.org](http://www.reve-jura-leman.org))

## **Un saut dans le futur pour nous aider à changer**

Plaçons-nous un instant en 2030. Assez loin pour faire un saut mental dans le futur. Pas trop loin pour demeurer les pieds sur terre et être en phase avec des décisions qui se prennent aujourd'hui.

Personne ne peut raisonnablement soutenir qu'à cette époque des villes pourront tirer gloire d'avoir le plus fort taux d'équipement en 4x4 ou plus largement d'embouteillages quotidiens, de bâtiments qui consommeraient ce qu'ils consomment aujourd'hui voire davantage, d'une aussi faible utilisation des ressources renouvelables, d'une absence de prise en compte de l'environnement extérieur pour construire et concevoir de nouveaux quartiers, d'un taux record de pauvres « énergétiques ».

Aucune personne informée ne peut admettre que, alors que nous devons diviser par 4 nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050<sup>6</sup>, nous consommerions en 2030 encore la même quantité, voir davantage, d'énergie qu'aujourd'hui ?

### Nous ne sommes pas à la hauteur du problème

Alors, observons-nous agir aujourd'hui au regard de ces évidences. Ou mieux encore, imaginons un jeune né en 2005 qui aura alors 25 ans et qui analysera nos pratiques actuelles alors que nous savions...

Quelles sont en effet nos décisions structurantes qui préparent le changement de trajectoire ? Bien peu sont à la hauteur du problème : quartiers à faible consommation énergétique, quartiers sans voitures, bâtiments passifs ou à énergie positive, réhabilitation haute performance énergétique, villes ou quartiers 100% énergie renouvelable, priorité absolue aux modes de déplacements doux et aux transports publics, urbanisme pensé « énergie », énergie et climat au top de l'agenda municipal, intégration de l'énergie dans les politiques sectorielles, implication de la population et des acteurs locaux dans les réflexions et décisions, etc., toutes mesures qui restent très minoritaires. Ce sont pourtant de telles mesures qui devront être généralisées<sup>7</sup>.

## **Impliquer la société dans son ensemble**

Si l'on veut se faire applaudir longuement à la fin d'un discours officiel, il faut le terminer par une envolée sur les générations futures auxquelles nous n'avons pas le droit de léguer une planète invivable. Puis, comme on dit, la vie reprend ses droits...

### Des attitudes différentes

Face à un avenir énergétique qui peut prendre des allures d'impasse, chacun - citoyen, élu, décideur, - a en effet le choix entre plusieurs attitudes :

- ne pas croire à tout cela, rester sourd aux alertes,
- entendre le risque mais profiter au maximum de la situation... pendant que c'est encore possible,
- admettre tout cela mais penser que les technologies vont nous sauver, que des décisions seront prises au « bon » niveau, et que l'on sera dispensé d'agir soi-même,
- écouter avec intérêt et même émotion, puis oublier rapidement pour revenir aux « choses sérieuses »,
- agir un peu en croyant que c'est beaucoup,

---

<sup>6</sup> Les dirigeants allemands, français et britanniques ont tous épousé, dans au moins un discours, le fameux « facteur 4 »

<sup>7</sup> C'est pour apporter sa contribution à ce défi qu'Energie-Cités lance en novembre 2006 l'initiative « IMAGINE » qui est une invitation à imaginer le futur énergétique de nos cités à l'horizon 2030 afin de rendre nos territoires moins vulnérables et inventer un mode de développement énergétiquement durable<sup>7</sup>.

ou alors :

- construire un futur dans lequel nous serons moins vulnérables aux aléas énergétiques, compatible avec le développement de toutes les parties du monde. Et agir d'urgence !

### Les freins

On comprend bien la tentation qui consiste à privilégier les solutions que l'on peut qualifier de « confort » : attendre une décision « en haut-lieu », par exemple de la fameuse « communauté internationale », qui pourrait tout résoudre ou presque ; miser sur la technologie salvatrice qui nous garantira une offre illimitée, arguant que dans le passé nous avons toujours su trouver des solutions nouvelles (on parle de l'hydrogène comme si c'était une forme d'énergie, on parie sur la fusion même à un horizon lointain, on prétend à la solution nucléaire classique dont on sait que, au mieux, elle ne représenterait que quelques pourcents de la solution à l'échelle du monde). Ces « solutions » ont en commun qu'elles sont des affaires de spécialistes sur lesquelles le citoyen, l'élu local (et même national) ne sont en rien impliqués et ne disposent pas des compétences nécessaires. On peut ainsi l'entretenir dans l'illusion qu'il n'est pas indispensable d'agir, que « l'on » s'occupe de tout pour lui. Merci !

Comme on sent que ce n'est pas tout à fait crédible, on dispensera au citoyen quelques informations pour modifier son comportement. Assurément, il faut le faire. Mais on est loin du compte quand tant de décisions quotidiennes – à quel niveau que ce soit - vont dans le sens opposé. En analysant nos décisions d'aujourd'hui en se mettant dans la peau d'un observateur en 2030 : il y a de quoi être effrayé, un peu comme à la lecture de délibérations municipales des années 50 qui supprimaient le tramway pour faire de la place à la circulation automobile naissante...

Nous vivons en démocratie. Alors cette situation est le reflet de la culture d'une société – et donc de sa représentation – à un moment donné. Nul doute que quand une demande sociale forte émerge, l'offre politique suit parce que la culture change.

La société, peut-être pas en totalité, mais une part en proportion croissante, n'est-elle pas plus en avance que ses élus ? N'est-elle pas en attente de décisions plus radicales ? N'est-elle pas prête à soutenir ou au moins comprendre des mesures qui changeraient la donne ?

Les attitudes frileuses des autorités publiques - élus comme techniciens - ne sont-elles pas la conséquence d'une insuffisante prise en compte de la capacité de la population à comprendre les nécessaires changements de cap qui vont modifier ses habitudes ? Mais aussi, il faut bien l'admettre d'une lacune de culture énergétique.

### La société, qui est ce ? Pourquoi ?

La question est ainsi posée : nous sommes devant un choix de société. Et si les énergéticiens sont compétents pour construire des centrales de production, ils ne le sont pas pour choisir la société que nous voulons. Si les ingénieurs de génie civil sont excellents pour construire des routes, ils n'ont pas compétence pour décider de la politique de mobilité.

Ainsi la question énergétique change de paradigme pour entrer entre des mains nouvelles : les citoyens, les acteurs intermédiaires de la société qu'ils soient publics, privés ou associatifs. L'énergie est tellement présente dans la vie, dans les gestes de la vie quotidienne, que l'on s'aperçoit surtout de son existence le jour où une panne survient !

Si une politique énergétique basée sur l'offre est parfaitement compatible avec la centralisation de décisions entre un petit nombre, les politiques de demandes et s'appuyant davantage sur des ressources locales nécessitent une multitude d'actions, forcément de la responsabilité de personnes et d'organisations, petites et grandes. Si je ne décide pas d'isoler ma maison, personne ne le fera. Si je n'installe pas de capteurs solaires, nul ne me remplacera. Quand, architecte, je conçois une construction ou, artisan, je la réalise, les performances finales sont



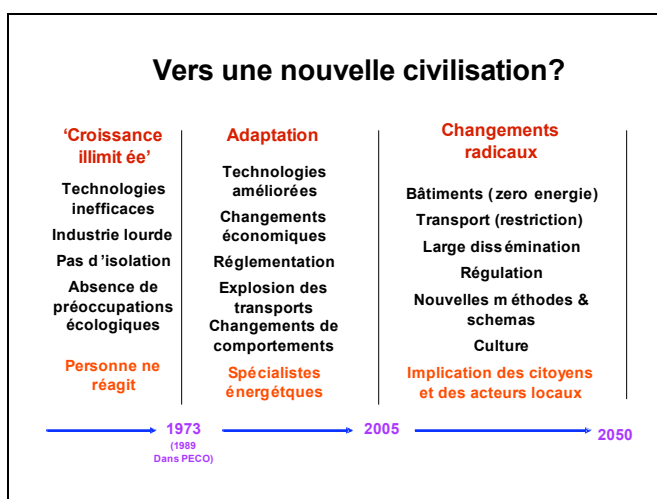
entre mes mains. Qui va planifier l'espace pour le rendre énergétiquement durable sinon la municipalité ? Qui va mettre en place la politique de mobilité douce sinon l'autorité locale responsable ? Etc. La liste serait infinie.

L'association de l'ensemble de la société n'est donc pas une seule question de principe démocratique – qui a naturellement toute sa place – mais d'efficacité par rapport aux objectifs poursuivis. Si on considère que la question énergétique relève du principe de subsidiarité, alors, cherchons à résoudre les problèmes au niveau le mieux adapté<sup>8</sup>. Certes les lois et règlements, les incitations fiscales ou autres, doivent accompagner ce mouvement car elles lui donnent une plus grande légitimité, mais très souvent le dispositif législatif – fruit de compromis - est en dessous des ratios nécessaires pour changer de cap.

Alors, on a besoin de mettre dans le coup - au niveau local mais pas seulement - tous ceux qui, dans leur sphère privée, professionnelle ou associative, ont un rôle à jouer et les associer aux politiques territoriales<sup>9</sup>, y compris naturellement les élus et fonctionnaires d'autorités locales :



Si l'on met en rapport l'évolution de croissance énergétique avec l'intervention de la société sur une échelle historique, on obtient ceci :



N'est-ce pas une démonstration évidente que les changements à l'ordre du jour reposent en grande partie sur une nouvelle distribution de responsabilités ?

<sup>8</sup> Energie-Cités a adopté en juin 2006 une délibération demandant à la Commission européenne d'élaborer une Communication sur le rôle des autorités locales et régionales dans la politique énergétique.

<sup>9</sup> C'est dans cet esprit qu'Energie-Cités a lancé en 2006 le projet européen « BELIEF – Building in Europe Local Intelligent Energy Forums » [www.belief-europe.org](http://www.belief-europe.org)

## Inventer notre futur

Une société qui désresponsabilise ses citoyens sur des questions aussi cruciales est-elle une société durable ? Ses dirigeants ne s'exposent-ils pas à de fortes critiques si une crise énergétique ou climatique se fait plus sérieuses ? Faudra-t-il attendre une situation critique pour expliquer que « du fait de mauvaises nouvelles inattendues » venues du Moyen Orient ou d'ailleurs, un tour de vis sera nécessaire ? Ou pour trouver des solutions improvisées pour contrecarrer la précarisation énergétique d'une partie de la société.

Au contraire, est-il si absurde de responsabiliser nos sociétés et toutes leurs composantes pour inventer un futur ?

Nous entendons souvent que nos pays, notre Europe, manquent de projets capables de mobiliser des imaginations, d'enthousiasmer la jeunesse, d'innover pour améliorer durablement la vie de tous, d'inventer des solutions nouvelles. N'y a-t-il pas là un projet enthousiasmant ?

### **Communiquer différemment sur l'énergie, partager une vision commune**

Cela implique également un changement dans les façons de communiquer sur l'énergie. C'est vrai que l'énergie n'est pas un sujet sexy...au premier abord : invisible, compliquée, dangereuse, affaire de techniciens, nul n'a envie spontanément de s'engager dans une telle galère. Il convient donc d'en parler sous un autre jour.

Les spécialistes traditionnels de l'énergie sont peut-être de bons communicants pour leur politique de marketing, mais ce n'est pas faire injure aux ingénieurs et techniciens que d'affirmer qu'ils ne sont généralement pas les meilleurs communicants.

Responsabiliser la société pour faciliter les transitions, c'est lui donner les moyens de comprendre simplement, de façon conviviale voire ludique, des informations qui concourent à former une vision commune des problèmes à surmonter et des moyens de les résoudre.

C'est lui donner l'information indispensable pour des choix de consommation. Quand on voit qu'en une dizaine d'années, le marché des réfrigérateurs et congélateurs s'est transformé grâce à la dynamique industrielle créée par l'étiquetage, on imagine l'effet levier de la généralisation à tous les domaines et produits de l'étiquetage énergétique<sup>10</sup> ?

C'est aussi faire connaître les initiatives individuelles, publiques, privées, associatives des territoires afin de créer l'effet de catalyse, d'émulation qui transforme des actes isolés en une politique cohérente<sup>11</sup>. Et là, le rôle de l'autorité locale est fondamental pour orchestrer l'ensemble !<sup>12</sup>

### **Pour conclure**

Nous avons titré cet article sur la nécessité d'une nouvelle étape en partant du constat que l'action publique ne contribuait pas autant qu'il le faudrait à une gestion plus durable des ressources et des services urbains.

L'insuffisance ou les limites de l'action publique tiennent essentiellement à une sous estimation des risques engendrés par notre mode de développement dès lors qu'il s'étend à la planète toute entière. La rapidité des changements en cours et leur effet de masse sont sans précédent dans

---

<sup>10</sup> C'est dans cet esprit qu'Energie-Cités a lancé la Campagne européenne Display ([www.display-campaign.org](http://www.display-campaign.org)) sur l'affichage des performances énergétiques des bâtiments publics, campagne à laquelle le CREM est associé.

<sup>11</sup> C'est dans le même esprit de catalyse que la Commission européenne a lancé l'initiative « Sustainable Energy Campaign » [www.sustenergy.org](http://www.sustenergy.org)

<sup>12</sup> Energie-Cités organise les 26 et 27 avril 2007 sa 12<sup>ème</sup> Conférence annuelle sur le thème: « *Energie et Changement climatique : Comment mieux communiquer dans nos municipalités et avec les citoyens* », Brasov, Roumanie

l'histoire et nous sommes tellement éblouis par les progrès technologiques des décennies passées que nous voulons croire qu'une solution finira bien par arriver... à temps.

L'écart de rythme est énorme entre, d'une part les dynamiques d'accroissement des consommations énergétiques mondiales et des émissions de gaz à effet de serre à l'orée de ce 21<sup>ème</sup> siècle qui voit émerger la moitié de la planète et, d'autre part, le temps nécessaire à la mise en œuvre de solutions à partir de méthodes et techniques connues. Que dire des solutions qui misent sur des technologies non encore disponibles qui font pourtant régulièrement la une de l'actualité, parce qu'elles sont spectaculaires ou parce qu'il fait si bon y croire ?

Il résultera probablement de cet écart de nombreux conflits pétroliers, des problèmes de prix d'accès à l'énergie et probablement de ruptures, mêmes temporaires d'approvisionnement. Bref, nous entrons dans un monde très vulnérable.

Nous courons le risque de nous trouver dans les décennies prochaines – et peut-être plus tôt - face à des situations difficiles à gérer. Aveugles, paralysés par l'ampleur des problèmes à résoudre, hantés par les potentielles oppositions de la population ou par le prix à payer pour réduire notre vulnérabilité, les responsables publics se contentent trop de « mesurette ».

Contrairement à beaucoup d'idées reçues, nous faisons l'hypothèse que le futur à inventer dépendra beaucoup plus :

- des modes de **consommation énergétique** que de la production (si l'on sait consommer 3 ou 4 fois moins pour un même service final, la question de la production est d'ordre secondaire),
- des **modes de production décentralisés** (dont renouvelables) et intégrés aux lieux de consommation plutôt qu'aux formes uniquement centralisées traditionnelles,
- de **l'implication de toute la société** et non des seuls spécialistes énergétiques, parce que ce ne sont pas eux qui décident principalement des consommations finales.

La nouvelle étape dont il est question est celle de l'acculturation de nos sociétés, de nos communautés, de nos cités aux risques énergétiques futurs et de l'invention d'un modèle de développement compatible avec sa généralisation à l'échelle de la planète. De façon modeste mais obstinée, au plus près des problèmes à résoudre, sur le terrain. D'où le rôle si important des autorités locales dans l'ensemble de leurs décisions et de leurs capacités d'infléchissement ou d'influence.

Cela ne signifie pas que les niveaux supérieurs de décision se trouvent exemptés de responsabilités, mais force est de constater que les processus *bottom up* ont été plus efficaces et plus fertiles que les processus *top down*, y compris parce qu'ils ont été capables d'influencer les niveaux supérieurs, apportant la preuve que telle ou telle action est réalisable. Assurément, le but est de conjuguer ces deux approches.

Grâce à la diversité d'acteurs, à un enthousiasme déjà effectif ou latent, plus important qu'on ne l'imagine et parce que c'est là que l'essentiel des problèmes trouveront leurs solutions, le champ d'actions et d'initiatives au niveau local est immense.

Nous devons nous en saisir ! Et vite !

Gérard Magnin  
Energie-Cités  
24 août 2006